



## **21<sup>ème</sup> réunion du CSFD** **Compte rendu**

Le CSFD a tenu sa 21<sup>ème</sup> réunion les 14 et 15 novembre 2007 dans la salle du Conseil d'AGROPOLIS INTERNATIONAL à Montpellier. L'ordre du jour est rappelé en annexe. Etaient présents :

### **Membres du Comité**

Gérard BEGNI  
Ronald BELLEFONTAINE  
Marc BIED-CHARRETON  
André BOURGEOT  
Jean-Paul CHASSANY  
Antoine CORNET

Richard ESCADAFAL  
Alexandre ICKOWICZ  
Maya LEROY  
Monique MAINGUET  
Bernard TOUTAIN

### **Membres invités permanents**

Taoufiq BENNOUNA, World Bank  
Patrice BURGER, CARI/GTD  
Pierre FABRE, Ministère de la recherche  
Maude GENTIT, CARI/GTD  
Maud LOIREAU, CARI/GTD  
Marjolaine SOUCHON, CARI/GTD  
Arnaud de VANSAY, UNCCD

### **Membres de l'équipe d'animation du CSFD et d'Agropolis International**

Jean ARTACHO (pour partie)  
Isabelle AMSALLEM  
Annie MAILLARD  
Olivier PIAU (pour partie)

### **Invités**

Michel SOULIE, Agropolis International

Morgane LACOMBE, CNRS

Lakhdar BOUKERROU, Université de Floride

### **Membres du Comité absents excusés**

Jean ALBERGEL

Georges DE NONI

Alain BOURBOUZE

André MARTY

Mélanie REQUIER-DESJARDINS

Aboubakry SARR

### **Invités permanents absents excusés**

Constance CORBIER, AFD

Estelle GODART, MAEE

Marc FAGOT, MEDAD

Jean-François GIOVANNETTI, MAEE

## **Point 1 - Accueil, adoption de l'ordre du jour**

Le Président accueille les invités et excuse les absents. Il annonce la tenue d'une réunion spéciale du Comité, notamment pour les parisiens, le lundi 7 janvier à 14h30 au Ministère de la Recherche (à confirmer). L'ordre du jour est adopté.

## **Point 2 - Compte rendu des activités du Comité en 2007 et bilan financier,**

Le Président commente le **projet de compte rendu des activités du Comité en 2007** et demande aux participants d'y apporter les ajouts nécessaires.

En 2007 le Comité Scientifique Français de la Désertification a poursuivi ses activités de diffusion et de vulgarisation des acquis de la recherche par l'édition de « dossiers thématiques », en français et en anglais, de « fiches » de synthèse A4 de chaque dossier, en français et en anglais, et par l'alimentation régulière des actualités sur le site web du CSFD.

Il a également contribué à la rédaction d'un numéro spécial « sécheresse » dans BFT (Bois et Forêts des Tropiques du Cirad), ainsi qu'à la diffusion et à la vulgarisation vers le grand public de la problématique de désertification et de la dégradation des terres par des interventions de ses membres dans divers forums, émissions de radio ou de télévision. Il a contribué à la rédaction et à l'édition de la plaquette « document d'orientation stratégique » résumant la politique de coopération de la France en matière de LCD.

Il a poursuivi ses activités de coopération avec la société civile et les administrations françaises responsables des questions de lutte contre la désertification et de développement des zones arides, avec les instances de la Convention et avec l'OSS. Le Comité a participé à la préparation de la présence française à la 8<sup>ème</sup> COP de la Convention de lutte contre la désertification. Il a été très présent lors de cette COP qui s'est tenue à Madrid du 2 au 14 septembre.

Il a participé au renforcement des activités du réseau européen E-DN et a participé aux discussions de préparation du challenge programme « oasis ». Il a poursuivi les activités prévues par l'atelier de Rome de décembre 2006, notamment en créant le « réseau international d'études des coûts de l'inaction » (RICI).

En 2007, le Comité a bénéficié d'une subvention du MAEE de 45 000 Euros, d'une subvention du MEDAD de 30 000 Euros. Le Président rappelle que le CSFD a financé la réalisation de la plaquette en français et en anglais du « document d'orientation stratégique de la France en matière de LCD » (5 000 Euros).

### **Point 3 – 2007 : Dossiers thématiques, fiches A4, site WEB**

En 2007 le CSFD a publié en anglais et en français les dossiers thématiques n°5 (« **Pourquoi faut-il investir en zones arides** ») et n°6 (« **Sciences et société civile dans la lutte contre la désertification** ») ainsi que les fiches A4 recto-verso en français et en anglais respectives. Le dossier n°7 est en cours d'édition et sera imprimé début 2008, (« **La restauration du capital naturel : allier santé des écosystèmes et bien être des populations** »). M. Lacombe, co-auteur du dossier n°7 avec J. Aronson (CEFE/CNRS), fait une présentation succincte de son contenu. La fiche A4 de ce dossier est également présentée et sera imprimée fin 2007.

Les remarques des membres du comité sont attendues.

*Une présentation du CSFD a été réalisée pour le CA d'Agropolis International ; elle est disponible auprès d'A.Maillard pour toute présentation future par les membres du Comité.*

Le Comité a appuyé la publication de l'ouvrage « *Entre désertification et développement, la Jeffara tunisienne* » (Ed. CERES, IRA, IRD). A. Cornet précise que l'ouvrage a été retiré de la vente dans un premier temps du fait de son coût élevé. Il est de nouveau en vente à un coût de 12 € (au lieu de 35 € initialement). Cet ouvrage connaît un certain succès en Tunisie.

Le Comité a fourni des articles pour le numéro spécial de la revue « *Bois et Forêts des tropiques* » du Cirad, consacré à la lutte contre la désertification (N° 293, 2007). Ce numéro peut être obtenu auprès de R. Bellefontaine ou Henri- Félix Maître (Cirad).

Le Comité a participé à la publication des fiches pratiques du GTD en rédigeant la fiche sur « *Evaluation des coûts économiques et sociaux de la dégradation des terres en Afrique* ». Il s'agit d'un produit évolutif et des fiches seront ultérieurement rajoutées au dossier par le CARI/GTD.

O. Piau a présenté les dernières mises à jour du site Internet du CSFD : mise en ligne des dernières publications du CSFD et de l'exposition sur la désertification (produit 2006 du CSFD) et création d'une nouvelle rubrique en 2007 : la page « actualités ». Le Président a demandé aux membres d'envoyer les actualités importantes en matière de LCD à l'équipe d'animation du CSFD afin de les mettre en ligne régulièrement.

O. Piau a présenté les statistiques de téléchargement des publications du comité. Il a été noté le faible téléchargement des dossiers en version anglaise et des fiches A4 dans leur ensemble. **Il a soulevé l'importance de la refonte du site et de sa traduction en anglais.**

Dossiers	Téléchargement (PDF)	
	2007*	2005-2007**
CSDF N°1 (Français)	195	9 777
CSDF N°1 (Anglais)	-	641
CSDF N°2 (Français)	414	10 772
CSDF N°2 (Anglais)	242	3 950
CSFD N°3 (Français)	1 147	19 087
CSDF N°4 (Français)	521	13 793
CSDF N°4 (Anglais)	620	823
CSDF N°5 (Français)	147	653
CSDF N°5 (Anglais)	35	70
CSDF N°6 (Français)	386	386
CSDF N°6 (Anglais)	35	35
Exposition "Vivre..."	417	3 626
<b>Total</b>	<b>4 159</b>	<b>63 613</b>

\*2007 : téléchargement du 1/01/07 au 30/10/07

\*\* 2005-2007: du 1/01/05 au 30/10/07

Une vaste campagne de valorisation a lieu sur l'exposition « *Vivre en terres arides* » du CSFD : CRDP, sites spécialisés et généralistes (courrier de la planète p. ex.). 200 à 250 sites ont mis en ligne l'information et un lien vers l'expo téléchargeable sur le site du comité. Elle est actuellement exposée à Villeneuve d'Asq au Forum des sciences (2 octobre 2007-2 mars 2008).

Le CSFD est présent sur le site « [www.notreplanete.info](http://www.notreplanete.info) », qui diffuse gratuitement les informations environnementales par flux RSS. Le CSFD apparaît sur une barre thématique « Ecolo-Info », blog sur le thème de l'écologie, distillant de nombreuses informations sur le sujet.

O. Piau a également noté l'absence du comité sur Wikipédia, encyclopédie libre sur le net très consultée par le grand public. **Il semblerait pertinent que le CSFD puisse contribuer à la rédaction des pages de wikipédia sur le désert, la désertification et la dégradation des terres et apparaître ainsi comme source d'information privilégiée sur ce thème.** L'IRD a consacré un dossier thématique « Suds en ligne » sur la désertification qui cite le CSFD et qui renvoie au site du comité.

**Plusieurs membres du Comité ont affirmé l'urgence et l'importance de la refonte du site web du CSFD ainsi que sa traduction en anglais. L'importance de ces nouvelles méthodes de communication de l'information scientifique vers le grand public est notée.**

Disposer de statistiques plus précises sur l'origine des téléchargements des publications du CSFD serait également judicieux. Concernant la refonte du site, A. Cornet propose de mettre en ligne la littérature issue des projets, plus difficile d'accès pour le public.

Il faudrait également valoriser la production des membres du comité. Les rapports annuels d'activité du comité doivent également être mis en ligne, avec les références bibliographiques des productions du comité et de ses

membres. Le Président demande aux membres d'envoyer la liste de leurs publications afin qu'elle soit rajoutée au CR.

#### **Point 4 - Bilan et examen des activités futures en matière de recherche**

##### *Projet OASIS*

A. Ickowicz présente le projet de challenge programme du CGIAR, orienté vers la désertification, et improprement nommé « oasis ». Il s'agit d'un consortium international de recherche sur ce thème (scientifique, institutionnel et financier). L'approche est pluridisciplinaire à l'échelle du paysage en Afrique, Asie du Sud et Brésil. Son hypothèse centrale est qu'une meilleure gestion des terres et sols et du niveau de vie peut être réalisée à travers la protection des terres. La présentation de ce projet est en annexe. Une « concept note » a été réalisée en 2007 pour une proposition complète début 2008. Le « pre-proposal » a été accepté mais des recommandations ont été formulées, notamment de faire plus de recherches innovantes. Un rapprochement avec E-DN et le CSFD pourrait être fait pour aider à identifier ces thèmes plus innovants, les zones géographiques et équipes de travail. Le président met l'accent sur le rôle des marchés et des politiques dans la LCD et celle de « co-learning » comme thèmes novateurs. Le président précise qu'il serait nécessaire de faire une note à l'attention du FFEM, de l'ANR et de l'AIRD pour préciser l'intérêt de la communauté scientifique à participer à cette activité. Le CSFD a un rôle important de validation et de légitimation scientifique auprès des bailleurs de fond. Le CARI/GTD a représenté la société civile lors de la dernière réunion d'OASIS ; P. Burger rappelle l'importance de l'association des acteurs de terrain et des ONG aux programmes de recherche.

##### *Réseau E-DN*

G. Begni présente brièvement le réseau E-DN. Il rappelle que ce réseau européen, créé il y a 1,5 ans, est une plateforme de discussion qui vise à communiquer les données scientifiques vers les décideurs. Ce réseau s'appuie sur une recherche participative et concerne l'écologie et le développement des zones arides. Il est composé de 5 groupes de travail. Le caractère innovant de ce réseau est le dialogue instauré entre scientifiques, société civile et décideurs. G. Begni précise qu'un appui financier est nécessaire pour faire vivre ce réseau et un lobbying doit se faire à cette fin à la Commission de l'UE et au parlement européen (une mission aura lieu dans ce sens à Bruxelles dans 15 jours). Le Président précise que chacun des membres du CSFD peut se porter volontaire dans un des groupes de travail d'EDN ou bien proposer des noms de scientifiques pour participer à ces groupes.

R. Escadafal, élu Vice Président du CST à titre de représentant du groupe des pays « développés » de la Convention, présente le nouveau CST et ses objectifs : mobiliser la communauté scientifique internationale, communiquer et associer les utilisateurs finaux et la société civile. Il rappelle que la France est sollicitée pour le montage des prochaines activités du CST. Le Bureau du CST doit élaborer son programme prochainement, en particulier sur les thèmes des indicateurs nationaux de la désertification, les indicateurs de suivi de la mise en œuvre de la stratégie à dix et les questions d'adaptation aux changements climatiques. D'ailleurs la France aura à coordonner les propositions de travail du CST pendant sa période de présidence de l'UE et notamment lors de la prochaine réunion prévue en octobre 2008 à Istanbul ; il a été suggéré qu'elle organise une réunion du bureau du CST en France. Le Comité sera certainement sollicité par le MAEE pour appuyer le CST.

*Le réseau international sur les coûts de l'inaction (RICI, ou INCI en anglais)*

L. Boukerrou présente RICI. Les recommandations émises lors de l'atelier de Rome de 2006 sont actuellement mises en place, notamment la diffusion d'informations relatives aux coûts de l'inaction. Les pages web sur ce réseau sont réalisées par une compagnie à Washington sur des financements de l'USAID ([www.frameweb.org/ev\\_fr.php](http://www.frameweb.org/ev_fr.php)). Dans 15 jours, le forum de discussion « on line » sera opérationnel. Des documents sont également disponibles sur ce site. Il est possible de s'y inscrire et de recevoir les actualités concernant le réseau.

Après avoir rappelé l'initiative Terrafrica de la Banque mondiale, T. Bennouna précise qu'un des 3 groupes de travail de cette initiative a participé au colloque de Rome sur les coûts de l'inaction. Différentes actions vont être menées dans le cadre du réseau RICI comme des études « coûts/bénéfices » au Mali et au Nigeria, financées par Terrafrica, au Cameroun et dans des pays sahéliens avec l'appui de l'AFD et du MAEE. Il questionne alors l'harmonisation des méthodes ainsi que la constitution d'un noyau d'experts pour travailler à la définition des termes de référence et mener ces études. Les membres du Comité commentent ces deux points. Le Président demande alors aux membres d'envoyer des contacts et autres propositions pour ces deux études.

**Point 5 - La 8ème Conférence des Parties (COP8) de la Convention et l'implication du CSFD aux côtés des ministères et de la société civile ; la stratégie française de lutte contre la désertification**

Le Président présente les membres de la délégation française (conduite par L. Stefanini) ainsi que les membres du CSFD présents à la conférence. Il précise que de nombreux échanges ont eu lieu lors de cette conférence, notamment lors des « side events ». Des contacts forts ont eu lieu avec des délégations d'autres pays, le CILSS, l'OSS, le PNUD et l'OMM. J.P. Chassagny regrette qu'il n'y ait pas eu assez de préparation. Il s'agit pourtant d'une voie importante pour faire passer des messages auprès des

politiques. Cette préparation a été rendue difficile en raison du changement de date de la COP (septembre au lieu de novembre) et de la période estivale.

La délégation française a été très active notamment au CST et lors des négociations diverses et dans les groupes de contacts pour faire avancer l'adoption de la stratégie à dix ans de la Convention. Nous avons participé à de nombreux événements et animé un grand nombre de side- events. P. Burger note les avancées positives notamment la volonté affichée d'obtenir des résultats tangibles. Il rappelle le rôle important de la France lors des prochains 18 mois pour la présidence à l'UE.

P. Burger précise également le point de vue de la société civile sur la COP8 et rappelle que 21 personnes du GTD et partenaires du Sud ont pu y tenir un stand ; ce stand, commun entre GTD, MAEE, AFD et CSFD, a été un point fixe permanent lors de la COP, très visité et apprécié. Nous avons pu distribuer beaucoup de publications françaises. Il rappelle les contributions du GTD à cette conférence ainsi que les initiatives prises : co-organisation d'une manifestation, diffusion d'un papier critique sur la stratégie à 10 ans de la convention... Il note l'avancée de la prise de conscience concernant (i) la LCD comme bien public mondial, (ii) le plan stratégique (objectifs et résultats attendus) et (iii) les méthodologies de mise en œuvre de cette stratégie. Mais il rappelle qu'il existe un retard de mise en œuvre des projets sur le terrain et que la société civile doit être associée à toutes les discussions et prises de décisions. Il questionne alors les modalités pratiques de cette prise en compte. Il précise que le GTD/ENID continuera à être partie prenante de ces discussions avec les bailleurs de fond/décideurs.

Le Président précise que le résultat final de cette COP8 est assez décevant car le dernier jour il n'y a pas eu adoption du budget et cela a laissé aux observateurs une impression d'échec malgré les côtés positifs notés plus haut. Il y a lieu d'espérer que le nouveau Secrétaire exécutif sera en mesure de relancer la Convention.

P. Burger présente le projet DESIRE. Il s'agit d'un projet FP6 européen sur la désertification. Il inclut 28 partenaires, plusieurs universités et 2 ONG (CARI et bothend). Entre autres, DESIRE veut définir des stratégies de récupération des terres et disséminer les résultats scientifiques sur Internet et dans des forums. Il s'agit d'un important projet lié à la LCD (8 millions d'euros sur 5 ans). 18 sites d'étude ont déjà été identifiés sur tous les continents. Les sujets abordés concernent le surpâturage, la sécheresse, l'eau, l'irrégularité des pluies, les inondations, l'érosion, la salinisation et les feux de forêt.

## **Point 6 - Programme d'activités pour 2008**

### *Relations avec le GTD et actions communes*

M. Souchon rappelle les missions du GTD ainsi que ses actions communes avec le CSFD : réunion de coordination, organisation et participation à des événements (forum de Montpellier, séminaires...), rédaction de documents (manuel sur la désertification ; stratégie française de LCD...), organisation des journées de coopération scientifiques - ONG. La question du renforcement des liens ONG- Scientifiques est posée. M. Gentit présente les points forts de la journée organisée par le GTD à Montpellier sur les liens entre les chercheurs et autres acteurs de la LCD. Les difficultés de mettre en place ces liens sont évoquées ainsi que l'importance de la mise en place de corps intermédiaires/facilitateurs entre les différentes parties prenantes. Les différentes actions communes potentielles avec le comité sont énoncées : suivi de projets par le comité et suivi de projets de recherche par le GTD ; promotion des liens entre scientifiques, partenaires du Sud, acteurs de terrain. Le GTD souhaiterait en effet (i) une meilleure connaissance des projets de recherche, (ii) être impliqué dès le montage des projets de recherche, (iii) une meilleure vulgarisation des méthodes de LCD et (iv) que des membres du comité assistent à la réunion du 18/19 décembre à Paris. Une discussion s'engage sur la difficulté de véhiculer le message scientifique vers les utilisateurs finaux et la société civile. Le rôle du scientifique dans le soutien des communautés scientifiques du Sud est mentionné ainsi que dans la mise en relation des scientifiques du Sud avec les ONG. Le Président informe le comité qu'il a participé à une mission du Conseil général du GREF animée par Y. Le Bars sur les relations entre EPST et ONG, qui propose, entre autres, que chaque institution mette en place une plateforme de discussion avec les ONG. L'inter-professionalité de la LCD serait une notion importante à développer. Toutefois les projets sont de plus en plus montés autour des relations recherche/société civile. Il est parfois problématique de trouver les bons partenaires au sein de la société civile lors des montages de projet. Le président rappelle que le GTD est la plateforme idéale pour que la société civile soit mieux reconnue et pour identifier les bons partenaires au sein de cette société civile. Il recommande aux membres d'informer leurs institutions respectives de l'utilité du GTD dans la meilleure connaissance la société civile. Les contraintes à une bonne coopération entre scientifiques et ONG sont évoquées. P. Burger pose la question des conditions pratiques de coopération entre scientifiques et ONG. **La nécessité de créer de nouveaux métiers d'intermédiation est réitérée par de nombreux membres du comité.**

### *Appui aux ministères dans le cadre de la Présidence française de l'UE*

Le Président évoque le relevé des décisions prises lors de la réunion du 30 octobre dernier avec l'ambassadeur L. Stefanini au sujet des dispositions à prendre pour la présidence française de l'UE. A. de Vansay annonce que des sessions spéciales du CST auront lieu lors du futur CRIC 2008 à Istanbul autour de sujets institutionnels et des relations science -

décideurs – société civile. P. Burger annonce que le CARI sera étroitement lié aux travaux de la France. Le Président précise que le CSFD sera prêt à appuyer la France lors de sa présidence à l'UE et que les membres seront sollicités. La base de cet appui reste encore à définir et les charges de travail doivent être examinées prochainement (préparation et coordination des réunions d'experts européens, préparation de documents de synthèse, coordination des délégations de l'UE au CRIC et au CST de 2008,...).

### *Commission du développement durable des Nations Unies (CDD)*

Le Président rappelle que le programme de la CDD pour l'année 2008/2009 est l'agriculture et la LCD en Afrique. Les responsables français ne sont pas encore connus. Une réunion plénière sur cette thématique aura lieu en mai 2008 à New York. La présidence française aura certainement un travail à fournir et présenter. Une contribution sera certainement demandée au CSFD. Le Président fera alors une demande aux membres à ce propos.

### *Poursuite des publications du Comité*

Concernant la poursuite des « dossiers thématiques du CSFD », B. Toutain présente le projet de structure du futur dossier n°8 (« Le pasteur est-il le fils ou le père du désert », Toutain B., Lhoste P., Ickowicz A., Ancey V.). Une discussion s'engage sur la délimitation du sujet du dossier, son contenu et son titre. A. Bourgeot propose sa collaboration au dossier qui est prévu pour courant 2008.

M. Soulié, responsable pressenti du dossier n°9 sur « l'eau en zones arides et sa gestion » expose les différents items à inclure dans ce dossier : climatologie, eaux souterraines, utilisation, gestion, technologies d'inventaire, valorisation, ... Il souhaiterait faire un groupe de travail sur ce dossier. Une discussion s'engage sur le contenu à faire apparaître dans ce dossier (historique, économie de l'eau, rapport avec les nomades, formes de propriété et de droit, politiques publiques, conflits...). P. Burger annonce son souhait de collaborer au dossier (eau agricole). R. Bellefontaine mentionne que la revue « Sécheresse » cherche un rédacteur pour s'occuper du problème « eau » ; M. Soulié pourrait y trouver des collaborateurs ou des travaux. R. Escadafal mentionne que le CESBIO a des compétences pour traiter le thème de l'évapo-transpiration. M. Soulié annonce la tenue du congrès mondial de l'eau en septembre 2008 à Montpellier. Le Président souligne le rôle de l'OSS sur les aquifères transfrontaliers.

R. Bellefontaine rappelle son projet de dossier sur les PFNL et les difficultés rencontrées pour sa rédaction. Il propose alors pour 2008 de rédiger un dossier soit sur la dégradation des forêts claires / savanes arborées et les possibilités de régénération, soit sur l'arganeraie. La première proposition est retenue par le comité.

Arnaud de Vansay mentionne que le CST doit travailler sur une thématique prioritaire tous les 2 ans. Cela pourrait correspondre à un dossier du CSFD, qui répondrait alors aux décideurs.

Le Président excuse M. Requier-Desjardins absente et fait un point sur les relations du Comité avec l'OSS. L'assemblée générale aura lieu fin mars 2008 à Tripoli et le CA sera renouvelé. Il rappelle également le rôle des scientifiques dans l'appui à l'argumentation auprès des bailleurs de fond pour l'importance des observatoires et des indicateurs environnementaux. Il expose également l'autre problématique majeure de l'OSS : les eaux partagées. Il présente ensuite le projet « muraille verte » pour lequel l'OSS a réuni un groupe d'experts à la demande de la CENSAD. Une discussion s'engage sur le terme de « muraille » qui, de l'avis général, doit être abandonné. M. Mainguet expose les recommandations émises par la commission sur ce projet : localisation du projet dans l'écosystème le plus vulnérable au sud du Sahara ; tenir compte des réalisations existantes ; discontinuité de la réalisation ; hétérogénéité des espèces plantées (herbages, buissons, ...) ; répondre aux demandes des populations locales ; utilisation de végétations autochtones. R. Bellefontaine et A. Bourgeot se proposent de faire partie du groupe de travail sur la muraille verte. M. Leroy évoque le nombre conséquent d'étudiants forestiers qui ont travaillé dans la zone et qui pourraient être mis à contribution pour des synthèses ou autres.

La question d'autres sources de financements que celle des institutions publiques est soulevée : secteur privé (BRL, Veolia,...) ou fondations (Near East Fondation p. ex.). Le Président évoque l'intérêt de recenser en France et à l'étranger les fondations existantes qui seraient intéressées. L. Boukerrou parle de l'expérience américaine sur le recours aux financements issus des fondations. Il existe plus de 400 000 fondations aux Etats-Unis et les universités sont en partie financées par ces dernières. Il faut tout d'abord connaître les objectifs des fondations afin de savoir celles intéressées par le sujet de LCD. Il existe un site Internet qui donne les statistiques sur les fondations aux USA : [www.foundationcenter.org](http://www.foundationcenter.org) et il existe également des publications concernant le sujet des financements issus des fondations. La plus grosse fondation est certainement Bill Gates fondation. Near East fondation est très active en Afrique (voir [www.neareast.org](http://www.neareast.org)). Il existe également des projets financés par le Millenium Challenge Corporation. M. Leroy cite La Tour du Valat en France qui est très active en matière de formation et de recherche. P. Fabre met en garde le CSFD sur ce type de financement qui, s'il devenait prépondérant, équivaldrait à revoir les termes de référence du Comité ; ce dernier, pour son rôle de service public, doit être soutenu par les pouvoirs publics. Le Président précise que ce type de financement pourrait être ponctuel (une publication par exemple).

## **Point 7 - Renouveau du Comité en 2008**

Le Président rappelle qu'il s'agit actuellement du 3<sup>ème</sup> comité et que celui-ci prendra fin à la fin de 2008. Il rappelle les missions du Comité et ses trois objectifs principaux. Il insiste sur la « **sous-représentation** » de certaines disciplines scientifiques et des femmes au sein du comité. Il annonce son souhait de quitter la présidence du Comité fin 2008.

Le Président sollicite chacun des membres pour (i) leur participation active au CSFD, (ii) des idées sur le temps à consacrer au Comité et les activités à mener, (iii) une nouvelle forme d'organisation du Comité. Concernant le dernier point, le Président souhaiterait continuer ses activités au sein du Comité au niveau des relations entre les scientifiques et les politiques, et constituer ainsi un appui scientifique auprès des ministères. Il propose que la présidence du prochain Comité soit composée d'un Président et de 2 vice-Présidents (un pour la partie recherche et l'autre pour les relations avec les ministères).

A. Cornet rappelle l'objectif 1 du Comité concernant la mobilisation de la communauté scientifique française sur la LCD. Or, le CSFD n'est pas forcément représentatif de cette communauté. Il questionne alors la pertinence pour le comité, de se structurer en sous-ensembles sur certaines thématiques (« working groups »). Il faudrait définir les thématiques concernées. Il demande également de remettre à jour la liste d'experts auprès de la convention (avant le printemps). Il appelle aux membres d'envoyer au comité une liste de 5 noms d'experts, qui seront ensuite contactés. Il précise qu'il faut des experts de la société civile au même titre que des scientifiques à condition qu'ils aient un CV incluant leurs activités afin de définir leur domaine d'expertise.

Le Président demande également aux membres du CSFD de rechercher des personnes qui pourraient faire partie du prochain comité. Il précise que la prochaine réunion du CSFD aura lieu vers mai- juin 2008. D'ici là et afin de faire des propositions au président sortant, la réflexion devra être avancée sur le renouvellement du comité, l'équilibre entre les disciplines et les genres, l'identification de nouveaux réseaux intéressant la LCD, l'identification de groupes de travail pour une restructuration du CSFD.

## **Point 8 - Divers**

Néant